

## ÉPARGNE ET GASPILLAGE

---

L'épargne, de nos jours, est vertu peu connue. C'est commettre un anachronisme, ou presque, que d'en parler. En Amérique surtout, au vingtième siècle, le sujet fleurit un idéalisme qui n'a plus cours. Dans la famille moderne, généralement parlant, comme chez les individus qui la composent, le gaspillage est d'occurrence journalière, alors que l'économie devient la chose rare, l'accident. On ne fait plus d'épargne au sens où l'entendaient nos ancêtres. On n'économise pas non plus de cette économie méthodique, raisonnée, basée sur le souci de l'avenir, qu'on trouve à l'origine de toute réussite.

Nous agissons comme des automates. Sans le savoir souvent, nous vivons la formule païenne d'Horace : *Carpe diem*. « Saisis l'heure brève, la minute qui passe et ne reviendra pas ; tire de la vie les satisfactions qu'elle promet, et vite, tandis que la jeunesse, le loisir, la fortune même te le permettent. Plus tard, il sera trop tard. » Chacun accommode à ses goûts, ou à ses besoins, la devise de Rome en décadence : *Mangeons et buvons, soyons joyeux, car demain nous mourrons*. Dans ces conditions, l'épargne, non seulement n'est plus possible, mais elle devient, aux yeux des gens, absurde. Elle renverse les théories modernes et mondaines de l'existence. On n'en veut plus, elle disparaît.

A pareil état d'esprit, il y a nécessairement des causes.

L'une des principales, celle peut-être qui compte davantage, paraît être le manque de sérieux apporté à la préparation de la vie, à tous les étages de la société. Les enfants, élevés par des parents mous, font des hommes

mous, des femmes sans nerfs. La solide éducation familiale, à base de renoncement et d'économie, n'existe plus. L'instruction, souvent, est négligée. Tout le monde ne vivant que pour l'apparat, la galerie, le *show*, comme disent nos amis américains, les ressources familiales sont sacrifiées au *show*.

Il importe assez peu qu'un jeune homme fasse des études, ou que sa soeur, après les années de couvent, connaisse l'art délicat de tenir une maison, soit préparée à fonder un foyer. Pourvu que l'un et l'autre soient vêtus selon les exigences des publications de modes, que le garçon ait du biceps, sache jouer au golf, se distingue au volant d'une auto, que la jeune fille accorde son pas à toutes les musiques de danse, l'essentiel est sauvegardé. Les parents contemplent ce spectacle d'un oeil bienveillant. Que pareil régime ruine ou non la famille, quand il ne va pas la tarir à sa source, cela n'a guère d'importance. Personne d'ailleurs ne s'arrête à ces considérations pessimistes. On suit le siècle. On constate peut-être, à la fin de l'année, l'étendue et la variété de ses dettes. Quelques-uns iront même jusqu'à ce préoccuper de savoir si le crédit reste bon. Et l'on recommence.

Cette insouciance semble s'expliquer, dans ses grandes lignes, de deux manières.

D'abord, effets attardés de la guerre mondiale. Un vent de folie, au lendemain de l'armistice de 1918, balaya le monde. La réaction s'est faite depuis, relativement. Mais après dix ans, nous ne sommes pas sans reconnaître encore, autour de nous, des conséquences de la crise : atrophie de la conscience, affaiblissement de la moralité, besoin de luxe et soif de jouissances matérielles, dansomanie, toilettes féminines extravagantes et immodestes.

Deuxièmement, pour nous du Canada, l'exemple des

Etats-Unis, pays voisin, seul voisin, pays riche aussi, fa-  
buleusement riche, qui exerce sur nous une influence de  
chaque minute, par cent moyens de propagande  
directe, jusque dans nos milieux les moins exposés.  
Incapables de rester indifférents aux gestes de  
cent vingt millions d'hommes et de femmes, qu'ils cou-  
doient presque, les seuls étrangers avec qui ils soient en  
contact régulier, les Canadiens ne peuvent se défendre  
d'admirer et d'imiter leurs amis américains. C'est ce  
qui arrive. Le peuple américain, habitué à n'apprécier  
la vie que dans ses manifestations matérielles, n'aura  
pour objet que de poursuivre les biens matériels. Le  
nôtre, on l'a vu assez, imitera dans la mesure du possible.

Passé encore si quelques-uns seulement, ceux qui jouis-  
sent d'une certaine fortune, s'abandonnaient à la rage de  
luxé qui prévaut, à l'emportement des plaisirs, à la danse  
miroitante des écus. Le malheur, c'est que tout le monde  
veut sa part de la fête, et n'aura de repos qu'il ne la  
prenne. Pour ce, tous les moyens sont bons, souvent  
même ceux que la saine morale, l'ancienne, la démodée  
et la dédaignée, qualifie de déshonnêtes.

Dans ces conditions, le rôle de l'épargne s'amoin-  
drira graduellement.

\* \* \*

Songé-t-on jamais à ce que représentent, en dollars et  
en sous, toutes ces dépenses coûteuses, inutiles, qui vont  
de pair avec le siècle? Sait-on jusqu'à quel point la pro-  
digalité, entrée dans les moeurs, affaiblit peu à peu la  
famille, voire la nation? Des statistiques abondantes  
furent compilées, tant aux Etats-Unis qu'au Canada, des  
rapports publiés sur le gaspillage courant. Examinons  
quelques-unes de ces données.

Soupçonne-t-on, par exemple, qu'en l'année 1925, les Américains fumèrent quelque chose comme 88 milliards de cigarettes,<sup>1</sup> soit une valeur d'environ \$660,000,000? Cette consommation gargantuesque a rapporté au trésor américain, en accise ou revenus intérieurs, 225 millions de dollars.<sup>2</sup> Et les fabricants, notait dans le temps, M. Carl Avery Werner, directeur de la revue *Tobacco Leaf*, ne désespéraient pas de produire, en 1926, cent milliards de cigarettes. Au Canada, on suit dans la même voie, Nous nous rappelons qu'un missionnaire agricole, l'abbé Grondin, dans un article qu'il donnait à l'*Action catholique* de Québec,<sup>3</sup> établissait qu'une petite paroisse rurale de la province, en l'année 1926, avait dépensé la somme incroyable de \$8,300.00 pour cigarettes seulement. La paroisse en question ne comptait que 2,300 âmes, y compris femmes et enfants, et les chiffres donnés avaient été soigneusement contrôlés par les livres des cinq marchands de la localité. Or les autres paroisses sont toutes, à un degré plus ou moins intense, atteintes du même mal, et les villes ne cèdent le pas à personne. S'autorisant des divers renseignements accessibles, on a donc calculé que la seule province de Québec, pour l'achat de cigarettes, doit dépenser quelque chose comme \$33,000,000. de dollars annuellement.<sup>4</sup>

Au chapitre des théâtres et cinémas. Il y avait aux Etats-Unis, en septembre 1926, 20,233 salles de cinéma, où le public américain dépensait un milliard de dollars

<sup>1</sup> Cf. article du *New York Times*, 1926; Cf. *Le Droit*, Ottawa, 1926.

<sup>2</sup> Cf. article de la *Tobacco Leaf*, 1926; Cf. *La Patrie*, Montréal, 4 novembre 1926.

<sup>3</sup> *L'Action catholique*, 1927.

<sup>4</sup> *Le Soleil*, Québec, 24 février 1926.

par an. On estime que l'assistance moyenne, par semaine, est de 55 millions de personnes.<sup>5</sup> Au Canada, en 1926, nous avons importé de l'étranger, principalement des Etats-Unis, 23,904,034 pieds de pellicules cinématographiques; nous n'avons jamais importé, depuis 1922, moins de 19,000,000 de pieds de pellicules.<sup>6</sup> Il n'existe pas de chiffres précis sur l'assistance dans les salles de spectacles du pays, mais nous connaissons assez bien la situation dans la ville de Montréal, métropole du Canada. Or, à Montréal, sur 57 théâtres en 1925, 55 étaient de cinéma. Les statistiques de l'assistance, contrôlées par les montants perçus en impôt sur les amusements, établissent que 19 millions de personnes payèrent cette année-là leur entrée au théâtre ou au cinéma. Ce qui représente, notait le critique théâtral du *Montreal Daily Star*. M. S. Morgan-Powell, une dépense approximative de \$7,100,000. annuellement.<sup>7</sup> En 1926, l'assistance était encore plus considérable, puisque, pour les premiers six mois seulement, de janvier à juin inclusivement, les recettes des théâtres furent de près de quatre millions, soit exactement \$3,948,310.<sup>8</sup> A Sherbrooke, où l'on a tenu particulièrement compte de l'assistance des enfants dans les théâtres locaux, on enregistre en 1926 que 105,000 billets furent vendus à des enfants en bas de seize ans.<sup>9</sup> On a une idée, par ces chiffres puisés ici et là, des sommes que nos familles engloutissent chaque année dans les salles de spectacles.

<sup>5</sup> *Le Devoir*, Montréal, 4 septembre 1926; Cf. *L'Avenir national*, Manchester, N. H., 10 mars 1926.

<sup>6</sup> *Hansard*, Ottawa, 16 mars 1927.

<sup>7</sup> *Montreal Daily Star*, 1925.

<sup>8</sup> *La Patrie*, 24 juillet 1926.

<sup>9</sup> *Le Devoir*, 17 janvier 1927.

Au tour des dames. On a calculé que les Américaines, en l'année 1927, dépensèrent plus d'un milliard pour accessoires de toilette. Si l'on en croit les rapports du Secrétariat du Trésor, à Washington, la somme de \$750,000.00 était suffisante en 1921, mais il paraît que l'on ne s'en tire guère, en 1927, à moins de \$1,250,000,000. Un article d'un *tabloid* américain, assez lu dans notre province, Dieu merci! donnait l'an dernier des chiffres qui nous semblent insensés, sur ce chapitre frivole des cosmétiques et subterfuges de toilette. Ainsi, en 1925, les Américains manufacturèrent pour \$1,656,000. de teintures à cheveux, lesquelles se vendirent ensuite \$8,000,000. dans le commerce. La même année, toujours au prix de manufacture, on vendit pour \$9,480,000. de toniques à chevelure. Certains établissements new-yorkais ont en magasin, en tout temps, jusqu'à 1,200 variétés de parfums, et 742 marques différentes d'eaux de toilette.<sup>10</sup> Ces chiffres reflètent la situation aux Etats-Unis, mais il n'est nullement téméraire de dire, toutes proportions gardées, qu'ils s'appliquent chez nous.

Passons aux liqueurs alcooliques, à la boisson. Ici, nous ne quitterons pas le Canada, pour l'excellente raison que les Etats-Unis sont au régime sec, et que l'Américain vient boire chez nous. Or, le quatrième rapport annuel de la Commission des Liqueurs de Québec,<sup>11</sup> valant pour la période qui s'étend du 1er mai 1924 au 30 avril 1925, nous révèle un chiffre de ventes de \$17,887,588.19. Les amis de la statistique seront heureux d'apprendre qu'il fut détaillé dans la province, aux résidents comme aux visiteurs de l'Ontario et des Etats-

<sup>10</sup> N. Y. *Sunday News*, 6 mars 1927.

<sup>11</sup> 1925.

Unis, 718,053 gallons de spiritueux, 722,022 gallons de vins. La Commission a encore touché une taxe de 5 pour cent sur toute la bière produite ou importée dans la province, soit sur une valeur de \$15,315,300.21. En additionnant ce montant à celui des ventes de vins et spiritueux, on arrive au total, pour la seule province de Québec, de \$33,202,888.40. D'aucuns diront que nous buvons ferme et sec, les moins polis que nous buvons trop. Les uns et les autres auront raison, mais ils devront se rappeler que nous n'avons pas bu seuls, que nos amis américains, et aussi nos frères pieux d'Ontario, ont puissamment contribué à augmenter les recettes de la Commission. Pour l'exercice se terminant le 30 avril 1926, (dernier rapport publié), les ventes de la même Commission atteignent le chiffre de \$19,018,299.17. La valeur totale de la bière manufacturée, importée et exportée, fut de \$17,569,554.91, et le revenu de la taxe de 5 pour cent rapporta \$878,477.08.<sup>12</sup>

Un autre sujet de gaspillage, à propos duquel tout le monde pêche ou désire pêcher, c'est l'automobile. Ici encore, le Canada est particulièrement atteint, lui qui, il y a deux ans, avec une population légèrement inférieure à neuf millions d'âmes, possédait plus d'un million de voitures automobiles, soit une pour quelque neuf personnes. Au 1er janvier 1926, le nombre des autos dans l'univers était d'environ 25 millions, dont 19,843,900 pour les Etats-Unis.<sup>13</sup> La Grande-Bretagne venait en second lieu, la France, en troisième, le Canada en quatrième avec 719,700 voitures.<sup>14</sup> Moins de six mois plus tard, à la fin mai

<sup>12</sup> Commission des Liqueurs de Québec, 5ème rapport annuel, 1926.

<sup>13</sup> *L'Avenir national*, Manchester, N. H., 17 mai 1927.

<sup>14</sup> *L'Action catholique*, 3 juillet 1926.

1926, le nombre des autos au Canada était passé à un million. Dans la seule province de Québec, on n'en comptait pas moins de 100,000. Il y en avait 36,274 à Montréal, mais 5,041 seulement à Québec.

\* \* \*

Voilà des chiffres. Les optimistes diront qu'on peut tout faire dire aux chiffres. Ce n'est pas impossible. Aussi les statistiques soumises n'ont pas la prétention de nous amener à des conclusions finales. Il ne reste pas moins que la statistique expose une large part de la vérité, et qu'elle fait entrevoir, dans le cas qui nous occupe, l'étendue et l'acuité du mal.

On peut objecter que le gaspillage, tel qu'envisagé, ressort du domaine individuel autant que du familial. C'est possible. Mais l'individu appartient à la famille, qu'il en soit le chef ou l'un des membres, et tout abus chez l'individu a sa répercussion dans la famille.

Une forte partie du mal, pour qui veut aller au fond des choses, semble s'expliquer par le manque d'éducation familiale. Les enfants sont élevés à la bonne franquette, si l'on peut dire, dans une demi-liberté propre à favoriser les mauvais penchants, plus tard les vices qui se développent. L'autorité n'est exercée par personne, le désordre règne au foyer. Comment veut-on que des enfants, abandonnés à eux-mêmes la moitié du temps, dans un milieu où le laisser-aller est d'occurrence journalière, apprennent à se contenter de peu, à se mortifier, à prendre le goût de l'économie?

A-t-on examiné, pour en constater les lacunes, ce qu'on appelle la maison moderne? De haut en bas, le gaspillage s'y affiche, conséquence d'un désir effréné de luxe et d'une mollesse décourageante. On a piano quand personne

n'en joue, radio et phonographe, on échange radio ou phonographe dès qu'un instrument plus perfectionné paraît sur le marché. Les facilités modernes de crédit expliquent telle manière d'agir. Il convient de rappeler ici le système d'achat avec paiements différés, qui cause dans le peuple des pertes énormes, en permettant d'engager d'avance un salaire dont on n'est pas toujours certain.

Dans le domaine des petites choses, l'extravagance, toutes proportions gardées, s'accentue encore. Les arts domestiques, si chers à nos grand'mères, sont en décadence. Les femmes ne savent ou ne veulent plus coudre, beaucoup d'entre elles ne préparent qu'avec peine un repas. Les toilettes, les chapeaux de madame, les vêtements des enfants sont achetés tout faits; le linge n'est pas reprisé, mais mis au rancart dès qu'il manifeste des signes d'usure. Sur la table de chaque jour, on trouvera des viandes, des légumes et des fruits en conserves, non pas des conserves préparées à la maison, mais achetées à l'épicerie du coin, toutes plus dispendieuses et moins profitables que les aliments frais. Dans des maisons presque pauvres, on aura des primeurs à tous les mois de l'hiver, des tomates et de la laitue, du céleri, des asperges, et cela sous prétexte qu'on a le même droit de manger ces choses que telle ou telle famille de sa connaissance.

Le mal, sous ces formes ou de nouvelles, se rencontre à la campagne comme à la ville. Combien de cultivateurs, qui ont au champ des vaches maigres, manquent d'instruments aratoires, ne sauraient se priver d'un phonographe au salon? Combien qui, par peur d'un effort ou d'un sacrifice, laissent la ferme se détériorer, aller peu à peu à la ruine? Il n'est pas inopportun de rappeler,

à ce propos, ce qu'écrivait Mgr de Saint-Hyacinthe, il y a un an à peine,<sup>15</sup> dans une circulaire à son clergé. « Si on jette un regard, lit-on, sur les alentours de beaucoup de fermes dans nos campagnes, on est bien obligé d'admettre que l'homme n'est guère plus économe que la femme. Que d'objets détériorés ou perdus traînent à l'abandon; les granges tombent en ruine, les instruments aratoires et les voitures sont brûlés par le soleil ou lavés par les pluies, les herbes folles et les mauvaises plantes envahissent les foins et les grains. L'économie est évidemment absente de ces maisons et de ces fermes, et tout le surplus des revenus passera annuellement à réparer les pertes causées par l'absence d'économie. »

A ce régime, la gêne s'installe au foyer. Les ressources jetées aux quatre vents, jamais on n'entrevoit la possibilité d'une épargne qui, à un moment donné, pourrait constituer un capital appréciable. Aussi, quand les enfants sont d'âge à s'instruire, ils sont mis à l'usine. Dans les familles rurales, les garçons quittent la ferme pour le chantier ou la voie ferrée, les filles s'engagent comme servantes à la ville. Il faut que chacune gagne, aide à combler les vides que causèrent des années d'imprévoyance et d'irréflexion.

\* \* \*

Telle est donc, indiquée à larges traits, la situation. Mais il ne suffit pas seulement d'indiquer ses défauts, il importe encore plus de les corriger. Loi qui vaut pour les peuples comme pour les individus. Affaire d'éducation générale, d'abord. Dans le cas qui nous occupe, affaire de formation particulière, patiente, constante, à

l'idée de saine économie. Il faut, bien entendu, se comprendre. Car l'économie peut s'entendre de cent façons, qui ne sont pas toutes excellentes. Ainsi, épargne ne signifie pas ladrerie, ni épargner devenir avare. Seulement, on proportionnera sa dépense à son revenu, et l'on procèdera de telle sorte que la dépense reste inférieure au revenu. Proposition qui semble élémentaire, mais qui ne laisse d'être fort compliquée.

On utilisera encore, avec plus d'avantage, les éléments qui sont au sein même de la famille. Et nous entrons ici dans le domaine de la femme, car c'est elle, presque toujours, qui assume les responsabilités de l'épargne quotidienne. C'est elle qui emploiera, avec le minimum de pertes, les ressources familiales. Telles femmes économes accomplissent des prodiges d'équilibre, pendant que d'autres, avec un revenu double, ne font qu'avec peine marcher la maison. Chez les fillettes, les jeunes filles, nous développerons donc chaque jour, dans la vie courante, le goût de l'épargne, le sens de l'économie. On aura aussi à coeur de former sérieusement celles qui seront les épouses et les mères de demain. Pour cela, on se tournera vers l'économie domestique, science trop négligée, on utilisera les écoles ménagères, les Cercles de Fermières, les Caisses Populaires. Normalement, une jeune fille qui se marie devrait savoir faire la cuisine, coudre, repriser, etc.,. Combien, de nos jours, peuvent se vanter de pareilles connaissances? Les jeunes filles éviteront encore les excès qui caractérisent notre vie moderne, et qui, à la longue, usent la santé. Afin que, appelées un jour à donner la vie, elles aient ce qu'il faut pour mettre au monde des enfants sains, robustes, qui seront un actif, et non pas une charge pour la communauté.

L'épargne s'impose chez nous, au plus tôt. Elle doit être, dans nos familles, remise à l'honneur. Car si notre peuple ne réagit contre l'emportement qui l'entraîne, il risque de se compromettre gravement. Peut-être pas au point de vue numérique, mais dans le sens de sa valeur intrinsèque et de l'influence, non pas qu'il peut avoir, mais qu'il doit avoir. Le développement économique, la richesse, l'avoir matériel, deviennent pour nous, de plus en plus, des conditions de survie nationale. Pour que la communauté soit puissante par sa richesse collective, il faut que la famille elle-même ait de la richesse, dans une mesure raisonnable, et cette richesse familiale n'est possible qu'en raison de l'effort individuel de chacun. De l'allure où nous vivons, les parents n'amassent rien pour les enfants. Ceux-ci devront, comme eux, prendre le harnais. Eternel recommencement qui nous épuise et nous maintiendra, tant qu'il durera, dans un état relatif d'infériorité.

Gardons-nous de le méconnaître, mais tandis que nous gaspillons joyeusement, la conquête économique, par l'étranger, s'accomplit rapidement chez nous. D'un bout à l'autre du Dominion, et particulièrement dans notre province de Québec, le capital anglais et américain se disputent tout ce qui se trouve de bon et de profitable. Les forêts, les mines, les cours d'eau et l'énergie électrique qu'ils recèlent, sont tour à tour l'objet de leurs convoitises.

Nous n'irons pas nous attarder au rôle de la finance étrangère dans notre pays. Rappelons cependant, pour ce qui concerne les Etats-Unis, que la diplomatie du dollar, comme ils disent, est le plus grave danger qui puisse nous menacer. Deux auteurs américains, MM. Scott Nearing et Joseph Freeman, dans un

livre qu'ils publiaient conjointement, il y a un peu plus d'un an, écrivaient précisément à ce propos, en toutes lettres: « L'Amérique a adopté définitivement la politique du dollar, qui suit les capitaux américains, pour lesquels, en quelque sorte, elle revendique l'exterritorialité. Pour la protection de ses capitaux, son intervention peut s'étendre aux affaires intérieures des pays étrangers et aller même jusqu'à encourager et à soudoyer la révolution. »<sup>16</sup> Or, sur la fin de 1926, on estimait que les Américains possédaient au pays un sixième des chemins de fer, le quart des forêts, les deux-cinquièmes des mines en exploitation, le neuvième de l'industrie. Chiffres qui sont probablement inférieurs à la réalité, car nombre d'industries alimentées par du capital américain, fonctionnent chez nous comme chacun sait, sous le couvert de raisons sociales canadiennes.<sup>17</sup>

Il faudra donc, nous le craignons, commencer par le commencement. Chacun, dans sa sphère, devra s'appliquer à l'économie, développer autour de soi le sens et le goût de l'épargne. Comment? Par les petits moyens, les seuls certains, ceux qui, à la portée de tous, étaient autrefois en honneur chez notre peuple canadien-français, le tirèrent peu à peu de la misère qui suivit 1760. Il n'existe nulle part de recette pour devenir rapidement et sûrement riche. Dans un article qu'il donnait au *Journal de Paris*, en 1923, M. Marcel Prévost écrivait, à propos de l'édification des fortunes françaises: « Il a été démontré que sur deux cents grandes fortunes françaises, cinq seulement sont le résultat de la spéculation.

<sup>16</sup> *The Dollar Diplomacy*, par Nearing et Freeman: Cf. *La Documentation catholique*, 20 novembre 1926.

<sup>17</sup> Cf. *L'Economiste canadien*, Montréal, 1926.

L'épargne régulière et héréditaire a constitué les 195 autres. » Témoignage qui ne diffère nullement de celui des économistes, en particulier de Paul Leroy-Beaulieu.<sup>18</sup> Pour nous donc, comme pour nos amis de France, la petite épargne, modeste mais constante, reste la seule condition de salut.

De toute façon, chez l'individu comme dans la famille, la crise de l'épargne se résume à une question d'éducation, de renoncement, de volonté. Des petites choses, dira-t-on. Précisément. De petites choses dont la pratique est dure, parce qu'elle est constante, de chaque jour et de chaque instant, et qu'elle sollicite notre attention continuelle.

Harry BERNARD.

<sup>18</sup> Cf. *La Libre Parole*, Paris, 1923.

---

### LE CERCLE TARDIVEL : SES ACTIVITÉS.

Le cercle Tardivel de l'Action française, au Lac Mégantic, vient de clore une année très active. Il a organisé quatre conférences qui remportèrent de francs succès. Les conférenciers furent: M. l'abbé Gravel, M. C.-J. Magnan, R. P. Lamarche, O. P., M. l'abbé Etienne Blanchard qui parlèrent respectivement de Georges-Etienne Cartier, de l'éducation familiale, de Pèlerinages en France, du bon langage. Le directeur du Cercle a présenté ces conférenciers qui furent remerciés par le Dr. Léo Blais, le Dr J.-V. Lincourt, MM. Antonio Drolet et L.-P. Cliche, avocats.

Les membres du cercle Tardivel ont vendu des Almanachs de la Langue française et secondé généreusement les oeuvres paroissiales. Grâce à leur concours, des conférences sur l'Épargne ont été données dans la plupart des écoles des rangs de la paroisse par M. l'abbé Roch Poitras durant l'hiver. Il va s'en dire que la fête de Dollard n'est pas passée inaperçue. La rose symbolique a été vendue et épinglée sur les poitrines. Bref, le Cercle Tardivel a été fidèle à sa devise: « Se reposer, c'est trahir ». Nos félicitations aux actifs jeunes gens.